



CHAPITRE 52

Loi concernant la cité de Montréal

[Sanctionnée le 6 février 1948]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1899,
c. 58,
a. 335,
remp.

1. L'article 335 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 3 Édouard VII, chapitre 62, section 28, et modifié par les lois 3 George V, chapitre 54, section 11; 10 George V, chapitre 86, section 4; 23 George V, chapitre 123, section 19; et 8 George VI, chapitre 50, section 5, est de nouveau remplacé par le suivant:

Estima-
tion du
montant
du bud-
get.

“335. Le montant voté par le budget annuel ne doit pas excéder le montant du revenu probable pour l'exercice suivant. Ce revenu probable est estimé comme suit:

a) En prenant le montant des rôles de la taxe foncière, de la taxe de l'eau et de la taxe d'affaires de l'année courante, en y ajoutant le revenu additionnel probable de la taxe foncière, calculé au taux de l'exercice courant et résultant de l'augmentation (sur l'évaluation inscrite au rôle d'évaluation en vigueur pour l'exercice courant) de l'évaluation inscrite au rôle d'évaluation qui doit servir pour l'exercice suivant, mais en tenant compte de l'augmentation ou de la diminution probable du revenu pouvant résulter de l'augmentation ou de la diminution du taux de ces taxes, pourvu que ces taux

CHAPTER 52

An Act respecting the city of Montreal

[Assented to, the 6th of February, 1948]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 335 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 3 Édouard VII, chapter 62, section 28, and amended by the acts 3 George V, chapter 54, section 11; 10 George V, chapter 86, section 4; 23 George V, chapter 123, section 19, and 8 George VI, chapter 50, section 5, is again replaced by the following:

c. 58,
s. 335, re-
placed.

“335. The amount voted on the year-ly estimates must never exceed the probable amount of revenues for the next fiscal year. This probable revenue shall be estimated as follow:

Estima-
tion of
amount of
estima-
tes.

a. By taking the amount of the real estate tax, of the water-rates and of the business tax for the current year, by adding thereto the probable additional revenue of the real estate tax, calculated at the rate of the current fiscal year and resulting from the increase over the valuation entered on the valuation roll in force for the current fiscal year, of the valuation entered on the valuation roll which shall be used for the following fiscal year, but taking into account the probable increase or the decrease of the revenue which might result from the increase or decrease of the rate of such

augmentés ou diminués soient établis avant ou lors de l'adoption du budget;

b) en ajoutant au montant établi en vertu du paragraphe *a* précédent le montant probable qui sera effectivement perçu durant l'exercice suivant et provenant des licences, permis, et taxes autres que celles ci-dessus mentionnées ou provenant de toute autre source, sauf les revenus provenant des intérêts, loyers et autres sources de revenus qui s'accroissent de jour en jour.

Cette estimation sera basée sur la perception effective de ces diverses sources durant les deux exercices précédents et durant l'exercice courant jusqu'à la date de la préparation du budget et sur la perception probable pour le reste de l'exercice en cours;

c) en ajoutant aux sommes ci-dessus le revenu probable provenant d'intérêts, loyers, et de toutes sources quelconques autres que celles ci-dessus mentionnées;

d) en ajoutant aux sommes ci-dessus mentionnées le revenu probable de nouvelles taxes imposées.

taxes, provided that such rates, so increased or decreased, be established before or at the time that the estimates are adopted;

b. By adding to the amount established under the preceding paragraph *a* the probable amount which shall be effectively collected during the following fiscal year and to be derived from licenses, permits and taxes other than those above mentioned, or to be derived from any other source, with the exception of the revenue to be derived from interest, rentals and other sources of revenue which increase from day to day.

Such estimate shall be based on the effective collection from such various sources during the two preceding fiscal years and during the current fiscal year up to the date of the preparation of the budget and on the probable collection for the balance of the current fiscal year;

c. By adding to the above sums the probable revenue to be derived from interest, rentals and any other sources whatever other than those hereinabove mentioned;

d. By adding to the above sums the estimated revenue to be derived from new taxes imposed.

Paiement
de certain-
es som-
mes auto-
risé.

2. Nonobstant toute disposition à ce contraire et pour se conformer aux sentences arbitrales du 25 octobre 1947 pour régler le différend entre la Fraternité canadienne des employés d'incendie, local No 1 et la cité de Montréal, et du 27 octobre 1947 pour régler les différends entre, d'une part, le Syndicat national des fonctionnaires municipaux de Montréal, le local No 1 de la Fraternité canadienne des employés municipaux, la Fraternité canadienne des policiers, section de Montréal, et, d'autre part, la cité de Montréal,—la cité est autorisée à payer, par résolution du comité exécutif, à même le revenu réel de l'exercice courant, tel qu'estimé par le directeur des finances, les sommes nécessaires pour verser à ses fonctionnaires et employés les augmentations de traitements et gages, décrétées par lesdites sentences, tant pour la période s'étendant du premier décembre 1946 au 31 octobre 1947 que pour celle s'étendant du premier novembre 1947 au 30 avril 1948: la somme de

2. Notwithstanding any provision to the contrary and to comply with the arbitration decisions of the 25th of October 1947 to settle the dispute between the Canadian Brotherhood of Firemen, local No. 1, and the city of Montreal, and on the 27th of October 1947, to settle the disputes between the National Syndicate of Municipal Employees of Montreal, the Canadian Brotherhood of Municipal Employees, local No. 1, the Canadian Brotherhood of Policemen, Montreal Section, on the one hand and the city of Montreal, on the other hand, the city is authorized to pay, by resolution of its executive committee, out of the real revenue of the current fiscal year, as estimated by the Director of Finance, the sums necessary to pay to its officers and employees the increases of salaries and wages, ordered by the said decisions, both for the period extending from the first of December 1946 to the 31st of October 1947, as well as for that extending from the first of November

Payment
of certain
sums, au-
thorized.

un million soixante-dix mille cinq cent quarante deux dollars nécessaire pour les dépenses de cette dernière période sera donc imputée sur le revenu réel de l'exercice courant tel que mentionné plus haut. En conséquence, le virement de huit cent cinquante-cinq mille dollars effectué par le conseil le 7 novembre 1947 est annulé et la somme de deux cent quinze mille cinq cent quarante-deux dollars fournie par le budget des différents services reste disponible pour les fins pour lesquelles elle a été votée.

Exemptions autorisées.

3. La cité est autorisée à décréter, par résolution que son conseil, sur rapport du Comité exécutif, que les propriétés, terrains et autres immeubles appartenant à la Jeunesse étudiante catholique, Inc., à Jewish Peretz Schools et à Yeshivoh Tomche Tmimim Lubavitch sont exempts de la contribution foncière annuelle, mais cette exemption ne s'applique pas à la taxe d'école ni à la taxe d'eau, non plus qu'aux taxes d'améliorations locales, ni aux taxes spéciales. Cette exemption quant à la Jeunesse étudiante catholique, Inc., et à Jewish Peretz Schools s'appliquera à compter du 1er mai 1941, et quant à Yeshivoh Tomche Tmimim Lubavitch à compter du 1er mai 1946.

Actes et résolutions ratifiés.

4. Les actes et résolutions suivants auxquels la cité de Montréal est partie sont déclarés valides et légaux:

a) Acte de convention sous seing privé entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi et Wartime Housing, Limited, daté du 7 mars 1946, par laquelle convention la cité s'engage à transférer à Sa Majesté, à certaines conditions y stipulées et en considération du prix d'un dollar pour chaque terrain ou partie de terrain, certains terrains ou parties de terrain situés dans les quartiers Ahuntsic, Mercier, Montcalm, Notre-Dame de Grâce, Saint-Jean et Saint-Paul et tous ceux lui appartenant et qui seront offerts par le Comité exécutif et jugés acceptables par Sa Majesté et la Société Wartime Housing s'engageant à ses frais et dépens d'ériger sur les terrains ci-dessus mentionnés cinq cents maisons conformes aux plans et devis qu'elle a

1947 to the 30th of April 1948: consequently the sum of one million seventy thousand five hundred and forty-two dollars necessary for the expenses of this latter period shall be charged to the real revenue of the current fiscal year and the transfer of eight hundred and fifty-five thousand dollars effected by the council on the 7th of November 1947 shall be cancelled and the sum of two hundred and fifteen thousand five hundred and forty-two dollars provided by the budget of the various services shall remain available for the purposes for which it was voted.

Exemptions authorized.

3. The city is authorized to enact by resolution of its council, upon report of the Executive Committee, that the properties, lands and other immovables belonging to the Jeunesse étudiante catholique, Inc., to Jewish Peretz Schools and to Yeshivoh Tomche Tmimim Lubavitch are exempted from the annual real estate assessment but this exemption does not apply to the school tax nor to the water tax, nor to the local improvement taxes, nor to the special taxes. This exemption as regards the Jeunesse étudiante catholique, Inc., and the Jewish Peretz Schools shall apply from the first of May, 1941, and as regards the Yeshivoh Tomche Tmimim Lubavitch from the first of May, 1946.

4. The following deeds and resolutions to which the city of Montreal is a party are declared valid and legal:

Deeds and resolutions ratified.

a) Deed under private signature between the city of Montreal and His Majesty the King and Wartime Housing, Limited, dated March 7th, 1946, by which deed the city undertakes to transfer to His Majesty under certain conditions therein stipulated and in consideration of the price of one dollar for each land or portion of land, certain lands or portions of land situated in Ahuntsic, Mercier, Montcalm, Notre-Dame de Grâce, Saint-Jean and Saint-Paul wards and all those belonging to it which will be offered by the Executive Committee and be deemed acceptable by His Majesty and Wartime Housing, Limited undertaking at its cost and expense to erect on the above mentioned lands five hundred houses according to plans and

fourni à ce sujet, et à effectuer tous les raccordements aux conduites d'eau et aux égouts municipaux;

b) Acte de convention sous seing privé entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi et Wartime Housing, Limited, daté du 5 juin 1946, modifiant la convention sous seing privé passée entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi et Wartime Housing, Limited, datée du 7 mars 1946 :

a) en permettant à la compagnie de construire des sous-sols à un faible pourcentage de ces maisons; b) en permettant de fixer le loyer de 54 maisons Faircraft de quatre chambres dans le quartier Saint-Paul à \$32.00 par mois par maison et permettant de fixer le loyer entre \$22.00 à \$37.00 pour toutes les autres maisons avec un sous-sol; c) en remplaçant les chiffres et mot "400 feet" où ils apparaissent dans la description de la partie du lot originaire (65) paroisse de Montréal, avenue Clanranald (coté est) quartier Notre-Dame de Grâce, apparaissant en premier lieu à la page 13 de l'annexe A de ladite convention par les chiffres et mot "320 feet"; d) en remplaçant les chiffres et mot "80 feet" où ils apparaissent dans la description de la partie du lot originaire soixante-cinq (65) paroisse de Montréal, avenue Clanranald (coté ouest) quartier Notre-Dame de Grâce, apparaissant en deuxième lieu à la page 13 de ladite convention par les chiffres et mot "160 feet";

c) Acte de convention sous seing privé entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi et Wartime Housing, Limited, daté le 4 novembre 1946, par laquelle convention la cité s'engage à transférer à Sa Majesté, à certaines conditions y stipulées et en considération du prix d'un dollar pour chaque terrain ou partie de terrain, certains terrains ou parties de terrain situés dans le quartier Mercier et qui seront offerts par le Comité exécutif et jugées acceptables par Sa Majesté et la Société Wartime Housing s'engageant à ses frais et dépens d'ériger sur les terrains ci-dessus mentionnés deux cents maisons conformes aux plans et devis qu'elle a fournis à ce sujet, et à effectuer tous les raccordements aux conduites d'eau et aux égouts municipaux;

d) Acte de convention sous seing privé entre la cité de Montréal et Sa Majesté le

specifications furnished in this respect, and to make all the connections with the water-mains and municipal sewers;

b. Deed under private signature between the city of Montreal and His Majesty the King and Wartime Housing, Limited, dated June 5th, 1946, amending the deed under private signature passed between the city of Montreal and His Majesty the King and Wartime Housing, Limited, dated March 7th, 1946 : a) in permitting the Company to construct basements in a small percentage of such houses; b) in permitting it to fix the rent of 54 Faircraft houses of four rooms in St. Paul ward at \$32.00 per month per house and permitting it to fix the rent between \$22.00 and \$37.00 for all the other houses having a basement; c) by replacing the figures and word "400 feet" where they appear in the description of the part of original lot (65) parish of Montreal, Clanranald Avenue (east side) Notre-Dame de Grâce ward, appearing first on page 13 of Annex A of the said deed by the figures and word "320 feet"; d) by replacing the figures and word "80 feet" where they appear in the description of the part of original lot sixty-five (65) parish of Montreal, Clanranald Avenue (west side) Notre-Dame de Grâce ward, appearing in the second place on page 13 of the said deed by the figures and word "160 feet";

c. Deed under private signature between the city of Montreal and His Majesty the King and Wartime Housing, Limited, dated November 4th, 1946, by which deed the city undertakes to transfer to His Majesty under certain conditions therein stipulated and in consideration of the price of one dollar for each land or portion of land, certain lands or portions of land situated in Mercier ward and which will be offered by the Executive Committee and be deemed acceptable by His Majesty and Wartime Housing, Limited undertaking at its cost and expense to erect on the above mentioned lands two hundred houses according to plans and specifications furnished in this respect, and to make all the connections with the watermains and municipal sewers;

d. Deed under private signature between the city of Montreal and His Ma-

roi et Wartime Housing, Limited, daté du 10 juin 1947, par laquelle convention la cité s'engage à transférer à Sa Majesté, à certaines conditions y stipulées et en considération d'un dollar pour chaque terrain ou partie de terrain, certains terrains ou parties de terrain du quartier Rosemont qui lui appartiennent et qui seront offerts par le Comité exécutif et la société Wartime Housing, Limited s'engageant à ses frais et dépens d'ériger sur les terrains ci-dessus mentionnés deux cents maisons conformes aux plans et devis qu'elle a fournis à ce sujet et à effectuer les raccordements aux conduites d'eau et aux égouts municipaux;

e) Résolution du Conseil municipal de Montréal, en date du 22 octobre 1946, autorisant le paiement aux trois fonds de pension, soit: le fonds de la Commission du fonds de pension, le fonds de l'Association de bienfaisance et de retraite de la Police, le fonds de l'Association de bienfaisance des pompiers, des sommes requises pour couvrir les contributions des employés qui ont servi dans les forces de Sa Majesté et qui ont repris ou reprendront leur emploi et ce, pourvu que d'ici le 1er janvier 1950, ces employés ou leurs ayants droits ne puissent en aucun cas être remboursés des montants ainsi payés pour eux par la ville, lesquels devront rester à l'actif des fonds concernés et d'autoriser en conséquence le remboursement aux employés municipaux qui ont servi dans les forces de Sa Majesté et qui ont repris leur emploi, des contributions qu'ils ont déjà versées à leur fonds de pension respectif pour leur période d'absence;

f) Résolution du conseil, en date du 27 octobre 1947, recommandant qu'une annuité de \$1,190.97 soit payée à Me Charles Barnes, ancien assistant-directeur du Service de la police, sa vie durant, à compter du 1er septembre 1947, et d'imputer la somme requise pour le paiement de cette annuité pour l'exercice courant sur les crédits votés au chapitre XXVII Pensions—*a*) Pensions et annuités.

Majesty the King and Wartime Housing, Limited, dated June 10th, 1947, by which deed the city undertakes to transfer to His Majesty under certain conditions therein stipulated and in consideration of one dollar for each land or portion of land, certain lands or portions of land of Rosemont ward belonging to it and which will be offered by the Executive Committee and Wartime Housing, Limited undertaking at its cost and expense to erect on the above mentioned lands two hundred houses according to plans and specifications furnished in this respect and to make all the connections with the watermains and municipal sewers;

e. Resolution of the Montreal Municipal Council, dated October 22nd, 1946, authorizing the payment to the three pension funds, namely: the fund of the Pension Commission Fund, the fund of the Police Benevolent and Pension Society, the fund of the Firemen's Benefit Association, sums required to cover the contributions of the employees who served in His Majesty's forces and who have resumed or will resume their employment and this, provided that from now to the first of January, 1950, such employees or their "ayants droit" can in no case be reimbursed the amounts thus paid for them by the city, which amounts must remain in the assets of the funds concerned, and to authorize consequently the reimbursement to the municipal employees who have served in His Majesty's forces and who have resumed their employment, the contributions which they have already paid in to their respective funds for their period of absence;

f. Resolution of the council, dated October 27th, 1947, recommending that an annuity of \$1,190.97 be paid to Mr. Charles Barnes, former assistant director of the Police Service, during his lifetime, from September 1st, 1947, and to charge the sum required for the payment of the said annuity for the current fiscal year to the appropriations voted in Chapter XXVII Pensions—*a*) Pensions and Annuities.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.